



RAPPORT FINANCIER 1^{er} semestre
2010



TOTAL GABON

Abréviations

b : baril

/b : par baril

/j : par jour

/an : par an

k : kilo (millier)

kb/j : kilo (millier) baril par jour

M : million

Mb/j : million b/j

km² : kilomètre carré

m³ : mètre cube

\$ et/ou dollar : dollar US

\$/b : dollar par baril

€ : euro

Définitions

Le terme « Société » utilisé dans le présent rapport se réfère exclusivement à Total Gabon.

Les termes « TOTAL », « Groupe » et « groupe Total » utilisés dans le présent rapport se réfèrent, de façon collective, à la société française TOTAL S.A. et l'ensemble de ses filiales directes ou indirectes situées en France ou hors de France.

Table de conversion

1 b/j = environ 50 t/an

1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37° API)

Sommaire

Attestation du Rapport financier semestriel.....	3
Rapport semestriel d'activité.....	4
Principales données financières.....	4
Résultat du deuxième trimestre 2010.....	4
Résultats du premier semestre 2010.....	5
Faits marquants depuis le début du premier semestre 2010.....	7
Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2010.....	8
Comptes condensés au 30 juin 2010.....	9
Rapport des commissaires aux comptes.....	9
Bilan au 30 juin 2010.....	10
Compte de résultat.....	12
Tableau financier des ressources et des emplois.....	14
Variation des capitaux propres.....	16
Annexe aux comptes condensés au 30 juin 2010.....	17
Règles et méthodes comptables.....	18
Informations complémentaires.....	22
Commentaires sur le compte de résultat.....	27

Rapport financier du 1er semestre 2010

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, des principales transactions entre parties liées, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes condensés précités figure à la page 9 du présent Rapport financier semestriel. »

Jean-Philippe Magnan
Directeur Général



Le présent Rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française le 27 août 2010, conformément aux dispositions du III de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier en vigueur en France.

Rapport semestriel d'activité

Principales données financières

		2T10	1T10	2T09	2T 10 vs 2T 09	1S 10	1S 09	1S 10 vs 1S 09
Prix moyen du Brent	\$/b	78,2	76,4	59,1	+32%	77,3	51,7	+50%
Prix moyen des bruts Total Gabon	\$/b	74,8	72,3	56,1	+33%	73,5	48,0	+53%
Production de pétrole brut des champs opérés par Total Gabon	kb/j	65,9	70,0	69,5	-5%	68,0	71,1	-4%
Production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon (1)	kb/j	53,6	56,8	57,1	-6%	55,1	58,1	-5%
Chiffre d'affaires	M\$	339	338	317	+7%	676	541	+25%
Capacité d'autofinancement globale	M\$	197	201	140	+41%	398	240	+66%
Investissements pétroliers	M\$	74	48	103	-28%	122	153	-20%
Résultat net	M\$	47	42	42	+10%	89	62	+42%

(1) Chiffres comprenant les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

Résultats du deuxième trimestre 2010

Prix de vente

Au deuxième trimestre 2010, le prix moyen du Brent a atteint 78,2 dollars par baril (\$/b), en progression de 32% par rapport au deuxième trimestre 2009 (59,1 \$/b) et de 2% par rapport au premier trimestre 2010 (76,4 \$/b).

Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé au deuxième trimestre 2010 à 74,8 \$/b, en hausse de 33% par rapport au deuxième trimestre 2009 (56,1 \$/b) et de 3% par rapport au premier trimestre 2010 (72,3 \$/b).

Production

La part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon¹ s'est élevée pour le deuxième trimestre 2010 à 53,6 milliers de barils par jour (kb/j), en baisse de 6% tant par rapport au deuxième trimestre 2009 (57,1 kb/j) que par rapport au premier trimestre 2010 (56,8 kb/j).

¹ Y compris les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2010 s'élève à 339 millions de dollars (M\$), en augmentation de 7% par rapport au deuxième trimestre 2009 (317 M\$) malgré une baisse des productions commercialisées, ce qui s'explique par l'évolution favorable des prix de vente moyens entre les périodes considérées. Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2010 est stable par rapport au premier trimestre 2010 (338 M\$).

Résultat net

Le résultat net du deuxième trimestre 2010 s'établit à 47 M\$, en hausse de 10% par rapport au deuxième trimestre 2009 et au premier trimestre 2010 (42 M\$).

Investissements

Au deuxième trimestre 2010, les investissements ont concerné principalement le redéveloppement du champ d'Anguille, les forages sur le permis d'Atora et l'acquisition sismique sur Diaba. Ils s'élèvent à 74 M\$ contre respectivement 103 M\$ au deuxième trimestre 2009 et 48 M\$ au premier trimestre 2010.

Capacité d'autofinancement globale (CAFG)

Compte tenu de ces éléments, la capacité d'autofinancement globale s'élève à 197 M\$ au deuxième trimestre 2010, en augmentation de 41% par rapport au deuxième trimestre 2009 (140 M\$), en ligne avec celle du premier trimestre 2010 (201 M\$).

Résultats du premier semestre 2010

Prix de vente

Comparé au premier semestre 2009, l'environnement pétrolier du premier semestre 2010 a été marqué par une augmentation de 50% du prix moyen du Brent à 77,3 \$/b.

Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé pour le premier semestre 2010 à 73,5 \$/b, en hausse de 53% par rapport au premier semestre 2009 (48,0 \$/b).

Production

La part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon¹ s'est élevée pour le premier semestre 2010 à 55,1 kb/j contre 58,1 kb/j pour le premier semestre 2009, soit une baisse de 5%, résultant des éléments suivants :

- -10% liés au déclin naturel de certains champs notamment Gonelle, Torpille, Baudroie, Atora, Coucal et Mboumba, compensés partiellement par l'optimisation des puits existants et la mise en production d'un nouveau puits (AV 8) ;
- +5% liés à des arrêts programmés et non programmés moins importants au premier semestre 2010 qu'au premier semestre 2009 sur les productions opérées et non opérées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'élève à 676 M\$ contre 541 M\$ au premier semestre 2009, soit une augmentation de 25% qui, malgré une diminution des volumes commercialisés, résulte de la hausse des prix de vente moyens des bruts entre les périodes considérées.

Résultat net

Le résultat net du premier semestre 2010 s'établit à 89 M\$, contre 62 M\$ pour le premier semestre 2009, soit une croissance de 42%, résultant principalement de l'impact de la hausse du chiffre d'affaires et de la diminution des impôts.

Investissements

Au premier semestre 2010, les investissements s'élèvent à 122 M\$ contre 153 M\$ au premier semestre 2009. Les investissements ont porté principalement sur l'acquisition sismique Diaba, des forages de développement sur le champ d'Atora et sur les travaux de redéveloppement du champ d'Anguille.

Capacité d'autofinancement globale (CAFG)

Compte tenu de ces éléments, la capacité d'autofinancement globale s'élève à 398 M\$ au 30 juin 2010 contre 240 M\$ au 30 juin 2009, soit une progression de 66%. Elle permet à Total Gabon de poursuivre ses investissements en 2010 sans avoir recours à l'endettement.

Faits marquants depuis le début du premier semestre 2010

Assemblée générale et dividende

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de Total Gabon réunie le 28 mai 2010 à Libreville a approuvé le versement d'un dividende net d'impôts de 22,50 dollars par action au titre de l'exercice 2009.

Le service du dividende en 2010 au titre de l'exercice 2009 s'établit ainsi à 101 M\$.

Le dividende a été mis en paiement à partir du 11 juin 2010 pour une contre valeur de 18,17 euros sur la base du cours du dollar de la Banque Centrale Européenne du 28 mai 2010 fixé à 0,8075 euro pour un dollar.

Activités opérées

Domaine minier

- Permis Aloumbé : demande de passage en troisième période d'exploration

A l'échéance des six mois d'extension de la deuxième période d'exploration, le 9 mai 2010, Total Gabon a demandé une extension de trois mois supplémentaires afin de poursuivre l'évaluation du potentiel du permis et une demande de passage en troisième période d'exploration a été transmise aux autorités gabonaises.

- Permis Avocette et Coucal : protocole d'accord pour la prolongation des titres miniers

Total Gabon et l'État gabonais ont signé, le 5 mars 2010, un protocole d'accord pour la prolongation des titres miniers des champs d'Avocette et de Coucal, sous la forme de contrats d'exploitation et de partage de production pour une durée de dix ans renouvelable deux fois cinq ans à compter de janvier 2011. Les permis d'exploitation arrivent à échéance le 10 décembre 2010 pour le champ de Coucal et le 6 janvier 2013 pour le champ d'Avocette. Ces deux champs, découverts à la fin des années 1980, produisent environ 10 kb/j soit 4,4 kb/j en quote-part de Total Gabon. Avec le renouvellement de ces contrats dont les textes sont en cours d'élaboration avec les autorités, de nouveaux investissements sont envisagés.

- Permis Mutamba-Iroru : accord signé avec VAALCO Production Gabon

Un accord a été signé avec Vaalco début août, aux termes duquel Total Gabon acquiert un intérêt de 50% dans le permis de Mutamba-Iroru, situé à proximité du champ d'Atora. Cet accord demeure soumis à l'approbation des autorités gabonaises.

Exploration

Sur le permis Diaba, la campagne d'acquisition sismique de 6000 km², débutée en décembre 2009, s'est achevée le 7 juillet 2010. Le traitement des données acquises, permettant de passer à la phase d'interprétation, devrait s'achever d'ici la fin 2010.

Re-développement du champ d'Anguille

Depuis le 26 mars 2010, date du début de la campagne de forage, deux puits producteurs, AGM 64 et AGM 67 ont été forés. Un troisième puits producteur, AGM 68, est actuellement en cours de forage. La séquence de forage comporte encore deux puits en 2010.

Les études d'ingénierie se poursuivent suite à la passation du contrat de construction de la plate-forme AGMN au mois d'avril 2010.

Autres activités opérées

Les bons résultats du puits AV 8 sur le champ à terre d'Avocette et le renouvellement à venir des permis Avocette et Coucal, conduisent à envisager le forage de nouveaux puits de développement en 2010 et 2011.

Sur le permis d'Atora, deux puits de développement ATO 10 et ATO 11 ont été forés au second trimestre 2010.

Brûlage de gaz

Au cours du second trimestre 2010, la République Gabonaise a informé l'industrie pétrolière de son intention

d'appliquer des pénalités sur les quantités de gaz brûlé dans l'activité de production de pétrole, à compter du 1er janvier 2011.

La volonté de la République Gabonaise de réduire les émissions de gaz à effet de serre est soutenue par Total Gabon qui a déjà lancé un important programme d'investissements à cet effet.

Par ailleurs, Total Gabon participe activement à la concertation entre la République Gabonaise et les opérateurs pétroliers pour la mise en application de mesures visant à limiter le brûlage du gaz.

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2010

Les activités de Total Gabon sont exposées à certains facteurs de risque notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Rapport financier annuel afférent à l'exercice 2009 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République Française.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six derniers mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

Comptes condensés au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes (examen limité des comptes de Total Gabon)

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes condensés semestriels

Aux Actionnaires,

Introduction

En exécution de la mission qui nous a été confiée et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Total Gabon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, à qui il appartient d'établir ces comptes conformément aux principes comptables définis dans l'acte comptable de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 relative à l'examen limité de comptes intermédiaires. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'audit internationales. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous ne formulons pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les principes comptables décrits dans la note « Règles et méthodes comptables » des états financiers joints au présent rapport.

Libreville, le 27 Août 2010

Les commissaires aux comptes

Claude AYO-IGUENDHA

**Ernst & Young Gabon
Ludovic NGATSE**

Bilan au 30 juin 2010

ACTIF (en milliers de dollars US)

	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Montant brut	Amort./Prov.	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 742 621	1 720 114	22 507	24 804
Frais de recherche et de développement	76 827	76 827		
Exploration pétrolière et minière	1 276 146	1 276 146		
Concessions et droits similaires, brevets, licences	375 925	354 724	21 201	22 806
Logiciel	13 723	12 417	1 306	1 998
Immobilisations corporelles	4 391 807	3 693 175	698 632	754 921
Terrains	27 697	26 202	1 495	1 579
Bâtiments	63 373	46 978	16 395	16 654
Sondages d'exploitation, installations et agencements	4 131 662	3 487 553	644 109	700 657
Autres immobilisations corporelles	169 075	132 442	36 633	36 031
Immobilisations financières	227 900	3 089	224 811	214 395
Titres de participation	721	363	358	358
Autres immobilisations financières	227 179	2 726	224 453	214 037
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	6 362 328	5 416 378	945 950	994 120
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	138 767	28 222	110 545	132 900
Matières premières et autres approvisionnements	106 068	23 531	82 537	94 540
Quote-part sur stocks associés	13 169	4 691	8 478	8 572
Produits intermédiaires et finis	19 530		19 530	29 788
Créances et emplois assimilés	456 127	563	455 564	451 962
Fournisseurs, avances versées	38 356		38 356	20 919
Clients	376 031	563	375 468	336 994
Autres créances	41 740		41 740	94 049
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	594 894	28 785	566 109	584 862
Disponibilités	320 891		320 891	237 208
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	320 891		320 891	237 208
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7 278 113	5 445 163	1 832 950	1 816 190

Bilan au 30 juin 2010

PASSIF avant répartition (en milliers de dollars US)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et Réserves	822 024	782 380
Réserve légale	15 300	15 300
Autres réserves	136	136
Report à nouveau	806 588	766 944
Résultat net de l'exercice	88 736	140 930
Autres capitaux propres	176 502	73 936
Provisions réglementées et fonds assimilés	176 502	73 936
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 163 762	1 073 746
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Emprunts et dettes financières diverses		107 000
Provisions financières pour risques et charges	402 637	379 558
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	402 637	486 558
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	1 566 399	1 560 304
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs d'exploitation	181 585	184 360
Dettes fiscales	7 876	6 865
Dettes sociales	9 338	8 538
Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	1 321	36 830
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	200 120	236 593
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	66 431	19 293
TOTAL TRÉSORERIE- PASSIF IV	66 431	19 293
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	1 832 950	1 816 190

Compte de résultat

(en milliers de dollars US)

CHARGES (1^{ère} partie)	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Année 2009
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (1)	15 464	24 579	48 502
Autres achats et sur/sous enlèvements (2)	22 608	11 603	33 707
Variation de stocks (3)	9 573	-6 372	-15 240
Transports	29 033	31 421	64 274
Services extérieurs	207 355	237 395	449 208
Impôts, taxes et versements assimilés	130 387	85 639	205 305
Autres charges	1 207	3 013	4 291
Sous-total (4)	415 627	387 278	790 047
Charges de personnel	34 060	47 680	99 244
<i>dont personnel extérieur</i>	<i>3 274</i>	<i>7 555</i>	<i>18 316</i>
Dotations aux amortissements et aux provisions	336 498	202 604	467 701
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	786 185	637 562	1 356 992
PRODUITS (1^{ère} partie)			
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Ventes - hydrocarbures	676 296	520 371	1 086 723
Travaux, services vendus	173	20 766	33 180
CHIFFRE D'AFFAIRES (5)	676 469	541 137	1 119 903
<i>dont à l'exportation</i>	<i>600 132</i>	<i>507 342</i>	<i>1 022 891</i>
Production stockée - hydrocarbures (6)	-10 258	-31 612	-7 766
Production immobilisée (7)	151 864	157 237	316 297
<i>dont Part société</i>	<i>120 500</i>	<i>151 756</i>	<i>285 328</i>
<i>dont Part tiers associés</i>	<i>31 364</i>	<i>5 481</i>	<i>30 969</i>
MARGE BRUTE SUR MATIÈRES = (5+6+7-1-2-3)	770 430	636 952	1 361 465
Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8)	49 929	51 973	97 141
VALEUR AJOUTÉE = (5+6+7+8-4)	452 377	331 457	735 528
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	418 317	283 777	636 284
Reprises de provisions	27 869	25 898	52 132
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	895 873	744 633	1 577 707
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (Bénéfice)	109 688	107 071	220 715

Compte de résultat

(en milliers de dollars US)

CHARGES (2^{ème} partie)	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Année 2009
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	786 185	637 562	1 356 992
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Frais financiers	3 010	3 967	7 244
Pertes de change	6 356	5 527	4 689
Dotations aux amortissements et aux provisions	380	830	1 084
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	9 746	10 324	13 017
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	795 931	647 886	1 370 009
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	0	404	1 181
Charges HAO	0	0	0
TOTAL DES CHARGES HAO	0	404	1 181
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			
Impôts sur les sociétés	11 876	35 320	67 647
TOTAL IMPÔTS	11 876	35 320	67 647
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	807 807	683 610	1 438 837
PRODUITS (2^{ème} partie)	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Année 2009
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	895 873	744 633	1 577 707
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Revenus financiers	670	1 079	1 694
Gains de change	0	0	0
Reprises de provisions	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	670	1 079	1 694
RÉSULTAT FINANCIER	-9 076	-9 245	-11 323
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	896 543	745 712	1 579 401
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	100 612	97 826	209 392
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Produits des cessions d'immobilisations	0	366	366
Produits HAO	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS HAO	0	366	366
RÉSULTAT HAO	0	-38	-815
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	896 543	746 078	1 579 767
RÉSULTAT NET	88 736	62 468	140 930

Tableau financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

1^{ère} Partie : Détermination des soldes financiers du 1^{er} semestre 2010 (en milliers de dollars US)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)			
		Excédent Brut d'Exploitation	418 317
Frais financiers	3 010	Revenus financiers	670
Pertes de changes	6 356	Gain de change	0
Charges HAO	0	Produit HAO	0
Impôts sur résultat	11 876		
Total (I)	21 242	Total (II)	418 987

	1 ^{er} semestre 2010	Année 2009
CAFG : total (II) - total (I) =	397 745	558 398
Distribution de dividendes	101 286	101 375
AUTOFINANCEMENT (A.F)	296 459	457 023

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E) entre 2009 et 2010

	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)		Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
A - Variation des stocks			C - Variation des dettes circulantes		
Marchandises	0	0	Clients, avances reçues		
Matières premières		9 789	Fournisseurs d'exploitation	2 775	0
En cours	0	0	Dettes fiscales	0	1 011
Produits fabriqués	0	10 258	Dettes sociales	0	800
Variation globale nette des stocks	0	20 047	Autres dettes	35 509	0
B - Variation des créances			Risques provisionnés		
Fournisseurs, avances versées	17 437	0	Variation globale nette des dettes circulantes	36 473	0
Clients	38 474	0			
Autres créances	0	52 309			
Variation globale nette des créances	3 602	0	VARIATION DU BFE = A + B + C	20 028	0

EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)	1 ^{er} semestre 2010	Année 2009
Excédent brut d'exploitation	418 317	636 284
Variation du BFE (- si emploi ; + si ressources)	-20 028	-164 234
Production immobilisée	-151 864	-316 297
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	246 425	155 753

Tableau financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

2^{ème} Partie- Tableau financier des ressources et des emplois (en milliers de dollars US)

	1 ^{er} semestre 2010		Année 2009	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	122 470	0	286 995	366
Exploration	21 078	0	34 372	0
Développement	98 584	0	245 801	0
Investissements généraux	2 808	0	6 822	366
Croissance externe				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	13 350	2 934	45 863	6 587
I. INVESTISSEMENT TOTAL	132 886	0	325 905	0
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION				
A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	152 914	0	490 139	0
III. EMPLOIS/RESSOURCES				
	0	0	0	0
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)				
	0	0	0	0
B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	152 914	0	490 139	0
V. FINANCEMENT INTERNE				
Dividendes (emplois) / CAFG (Ressources)	101 286	397 745	101 375	558 398
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS (2)				
Emprunts (2)	107 000	0	0	0
Autres dettes financières (2)			0	0
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	189 459	0	457 023
D - EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C – B)	36 545	0	33 116	0
VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	254 460	0	217 915	0
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	217 915	0	251 031	0
VARIATION TRÉSORERIE	0	36 545	0	33 116

(1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII

(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois

Variation des capitaux propres

(en milliers de dollars US)

	Capital	Primes & Réserves	Provisions Réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2009	76 500	502 645	54 770	381 110	1 015 025
Affectation du résultat précédent	0	381 110	0	-381 110	0
Distribution Dividendes	0	-101 375	0	0	-101 375
Résultat de l'exercice	0	0	0	140 930	140 930
Provision PID - PIH	0	0	19 166	0	19 166
Capitaux propres au 31/12/2009	76 500	782 380	73 936	140 930	1 073 746
Capitaux propres au 01/01/2010	76 500	782 380	73 936	140 930	1 073 746
Affectation du résultat précédent	0	140 930	0	-140 930	0
Distribution Dividendes	0	-101 286	0	0	-101 286
Résultat de l'exercice	0	0	0	88 736	88 736
Provision PID - PIH	0	0	13 566	0	13 566
Amortissements Dérogatoires	0	0	89 000	0	89 000
Capitaux propres au 30/06/2010	76 500	822 024	176 502	88 736	1 163 762

(1) Dont dotation de l'exercice : 21 071 K\$ et reprise : 7 504 K\$

Annexe aux comptes condensés au 30 juin 2010

Les comptes semestriels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes semestriels de la Société au 30 juin 2010 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte Uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier semestriel sont rappelés ci-après) est pour l'essentiel, en ligne avec le Plan Comptable Général français de 1982.

L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars.

1. Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

1.1. *Dépenses de géologie et de géophysique*

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste "Exploration Pétrolière et Minière".

Ces dépenses sont amorties à 100% l'année de leur engagement.

1.2. *Forages d'exploration*

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique "Exploration Pétrolière et Minière".

Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage.

Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

1.3. *Droits miniers*

- Les droits miniers sont dits "non prouvés" si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100% l'année de leur acquisition.

- Les droits miniers sont dits "prouvés" si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature tels que définis ci-dessus et des bonus de production, payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

Bonus de signature :

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

2. Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les immobilisations acquises ou réalisées par Total Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de 3 exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue des amortissements dérogatoires. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculées selon le mode linéaire, conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants, et aux dispositions du Code général des Contributions Directes et Indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le Ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont virées en immobilisations à la date de mise en service.

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes bloqués en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

4. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

5. Stocks de produits intermédiaires et finis

Les produits finis (hydrocarbures) sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par actif et par produit lorsque le coût de production est supérieur à la valeur nette de réalisation à la clôture.

6. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

7. Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

8. Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et une Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provisions à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaire.

9. Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent, sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production pour les champs opérés sous le régime de partage de production.

Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation.

Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

10. Autres provisions pour risques et charges

10.1. Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

10.2. Provision pour Congé d'Attente Retraire (CAR) :

Cette provision couvre les coûts de maintien partiel du salaire des personnels partis en pré retraite. Elle a été reprise dans les comptes de la Société au 30 juin 2010 à hauteur des indemnités versées aux personnels qui en bénéficient.

10.3. Provision pour Indemnité de Service Rendu (ISR) :

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006 est calculée sur la moyenne du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux en fonction de l'ancienneté ci-dessous:

- Taux d'actualisation : 5,25%
- Augmentation du salaire de base : 1,6%
- Taux d'inflation : 2,62%

Jusqu'à 15 ans	30%
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35%
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40%
Au-delà de 31 ans	45%

11. Intéressement des salariés

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 29 juin 2005 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

Une provision pour l'intéressement des salariés a été comptabilisée dans les comptes de la Société au 30 juin 2010 à hauteur de 50% du montant estimé de l'engagement au 31 décembre 2010.

12. Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge (ou un produit) d'impôt courant comprenant :

- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5% à compter du 1^{er} janvier 2008 (73% en 2007) ;
- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35%.

Cette charge (ou ce produit) d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisée en résultat d'exploitation.

Informations complémentaires sur le bilan au 30 juin 2010

Actif immobilisé (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Montant brut à l'ouverture de l'exercice	B		C Cession Scissions hors service	D = A + B - C Montant brut à la clôture de l'exercice
		Acquisitions Apports Créations	Virements de poste en poste + ou -		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 721 528	21 093	0	0	1 742 621
Frais de recherche et de développement	55 675	21 152	0	0	76 827
Exploration pétrolière et minière	1 276 220	-74	0	0	1 276 146
Concessions et droits similaires, brevets et licences	375 925	0	0	0	375 925
Logiciel	13 708	15	0	0	13 723
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 290 430	101 377	0	0	4 391 807
Terrains	27 697	0	0	0	27 697
Bâtiments	62 112	773	0	0	62 885
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	4 038 083	95 353	-1 774	0	4 131 662
Autres immobilisations corporelles	162 538	5 251	1 774	0	169 563
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	217 484	13 350	0	2 934	227 900
Titres de participation	721	0	0	0	721
Autres immobilisations financières	216 763	13 350	0	2 934	227 179
TOTAL GÉNÉRAL	6 229 442	135 820	0	2 934	6 362 328

Nota: Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constitués des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 2,9 Musd

Amortissements (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	D = A + B - C Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice
Frais de recherche et de développement	55 675	21 152	0	76 827
Exploration pétrolière et minière	1 276 220	-74	0	1 276 146
Concessions et droits similaires, brevets et licences	353 119	1 605	0	354 724
Logiciel	11 710	707	0	12 417
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 535 509	157 666	0	3 693 175
Terrains	26 118	84	0	26 202
Bâtiments	45 458	1 521	0	46 979
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	3 337 426	150 127	0	3 487 553
Autres immobilisations corporelles	126 507	5 934	0	132 441
TOTAL GÉNÉRAL	5 232 233	181 056	0	5 413 289

Informations complémentaires sur le bilan au 30 juin 2010

Plus-values et moins-values de cession et réformes d'actifs (en milliers de dollars US)

Exercice du 01/01/2010 au 30/06/2010

	A Montant brut	B Amortissements pratiqués	C= A-B Valeur comptable nette	D Prix de cession	E= D-C Plus ou moins value
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL	0	0	0	0	0

Provisions inscrites au bilan (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D= A+B-C Provisions à la clôture de l'exercice
1. Provisions pour risques et charges	73 876	16 570	18 494	71 952
2. Provisions pour restitution de sites	305 682	26 874	1 871	330 685
(I) PROVISIONS AU PASSIF	379 558	43 444	20 365	402 637
3. Provisions financières	3 089	0	0	3 089
- sur titres de participation	363	0	0	363
- sur prêts et avances	2 726	0	0	2 726
4. Dépréciations des stocks	25 914	2 308	0	28 222
- Produits Finis	-	0	0	0
- matières premières et autres approvis.	21 223	2 308	0	23 531
- sur stocks associés	4 691	0	0	4 691
5. Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	563	0	0	563
(II) PROVISIONS EN MOINS A L'ACTIF	29 566	2 308	0	31 874
TOTAL (I + II)	409 124	45 752	20 365	434 511

Informations complémentaires sur le bilan au 30 juin 2010

Échéances des créances à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)

Au 30/06/2010

Créances	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus		A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans
			Dont échues		
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	227 900	0	0	0	227 900
Prêts (1)	8 995	0	0	0	8 995
Créances rattachées à des participations	2 360	0	0	0	2 360
Autres immobilisations financières (2)	216 545	0	0	0	216 545
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	456 127	456 127	0	0	0
Avances Fournisseurs	38 356	38 356	0	0	0
Clients et comptes rattachés (3)	376 031	376 031	0	0	0
Personnel	1 374	1 374	0	0	0
Sécurité sociale et organismes sociaux	0	0	0	0	0
État	27 813	27 813	0	0	0
Organismes internationaux	0	0	0	0	0
Associés et Groupe	7 256	7 256	0	0	0
Débiteurs divers	5 297	5 297	0	0	0
TOTAL (I) + (II)	684 027	456 127	0	0	227 900

(1) Prêts accordés en cours d'exercice 0,849 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 2 934 k\$.

(2) Au 30/06/2010, placements pour restitution des sites en cours d'exercice 12 121 k\$

(3) Au 30/06/2010, entreprises liées : Socap 198 007 K\$ et Sogara 49 715 K\$

Échéances des dettes à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)

Au 30/06/2010

Dettes	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus		A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans
			Dont échues		
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	0	0	0	0	0
Emprunts et dettes des établissements de crédit (1)	0	0	0	0	-
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	200 120	200 120	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	181 585	181 585	0	0	0
Clients	0	0	0	0	0
Personnel	8 059	8 059	0	0	0
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 279	1 279	0	0	0
État	7 876	7 876	0	0	0
Associés et Groupe	-	-	0	0	0
Créditeurs divers	1 321	1 321	0	0	0
TOTAL (I + II +III)	200 120	200 120	0	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 0 Musd. Emprunts remboursés en cours d'exercice : 107 Musd

Informations sur le compte de résultat au 30 juin 2010

Chiffre d'affaires - synthèse (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1er Semestre 2010		1er Semestre 2009		Année 2009	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Ventes de Brut (unité Millions de bbls)	9,17	674 544	10,79	516 978	19,00	1 085 114
Ventes de Gaz (unité Millions de M3)	12,00	1 752	15,88	3 393	26,92	1 609
Travaux, Services vendus		173		20 766		33 180
CHIFFRE D'AFFAIRES		676 469		541 137		1 119 903

Production immobilisée (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
	Montant	Montant	Montant
Total Gabon EXPLORATION	21 078	7 247	34 372
Total Gabon INVESTISSEMENTS	99 422	144 509	250 956
PRODUCTION IMMOBILISÉE PART Total Gabon	120 500	151 756	285 328
Q/P Associés EXPLORATION	0	0	0
Q/P Associés INVESTISSEMENTS	31 364	5 481	30 969
PRODUCTION IMMOBILISÉE Q/P ASSOCIÉS	31 364	5 481	30 969
TOTAL	151 864	157 237	316 297

Produits financiers (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
	Montant	Montant	Montant
Produits financiers sur comptes bloqués	601	973	1 436
Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés	0	0	0
Refacturation frais financiers sur stocks	69	106	258
Gain de change	0	0	0
TOTAL	670	1 079	1 694

Charges financières (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
	Montant	Montant	Montant
Charges et Commissions bancaires	1 791	1 564	3 448
Frais bancaires	62	102	102
Intérêts sur emprunt	1 157	2 301	3 694
Perte de change	6 356	5 527	4 689
Dotations aux provisions RES	380	830	1 084
TOTAL	9 746	10 324	13 017

TOTAL RÉSULTAT FINANCIER

-9 076

-9 245

-11 323

Informations complémentaires sur les engagements reçus et donnés au 30 juin 2010

Engagements hors bilan (en milliers de dollars US)

	1er semestre 2010	Année 2009	Année 2008
Engagements reçus	2 977	3 067	3 067
Fournisseurs - garanties bancaires	2 977	3 067	3 067
Engagements donnés	17 268	25 077	19 098
Cautions vis-à-vis du personnel	1 203	1 398	1 670
Cautions douanières	16 065	23 679	17 428
TOTAL	20 245	28 144	22 165

Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture 2010 soit un euro = 1,22 710\$

Principales transactions réalisées avec les parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés SOCAP et SOGARA, la République Gabonaise n'étant pas considérée comme une partie liée au sens de l'article R 123-196 applicable à Total Gabon) ainsi que les créances et les dettes vis à vis de ces dernières sont les suivantes :

Bilan (en milliers de dollars US)

	1er semestre 2010	Année 2009	Année 2008
Créances			
Clients et comptes rattachés	347 193	278 395	172 898
Autres créances	3 457	3 884	7 954
Dettes			
Fournisseurs et dettes diverses	16 509	18 059	37 334

Compte de résultat (en milliers de dollars US)

	1er semestre 2010	Année 2009	Année 2008
Ventes	674 288	1 022 891	1 625 334
Autres produits	25 906	45 199	59 506
Autres Charges	58 583	120 213	142 649

Charges et produits d'exploitation

- **Activités d'exploitation**

Les charges relatives aux activités d'exploitation s'élèvent à 416 M\$, en augmentation de 28 M\$ par rapport au premier semestre 2009, soit +7%, résultant essentiellement des éléments suivants :

- d'une croissance de la redevance minière due à la hausse des prix des bruts ;
- partiellement compensée par la baisse des coûts des services rendus par les sociétés sous-traitantes.

- **Dotations aux amortissements et aux provisions**

Les dotations s'élèvent à 336 M\$, en forte hausse par rapport au 203 M\$ du premier semestre 2009 (+66%) principalement en raison de dotations aux amortissements dérogatoires sur le champ d'Anguille autorisées par les dispositions de l'Avenant 31 à la Convention d'établissement (89 M\$ au premier semestre 2010 par rapport à un montant nul au premier semestre 2009).

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est en croissance de 25%, en raison de l'augmentation du prix du Brent, soit 676 M\$ contre 541 M\$ au premier semestre 2009.

Les ventes de brut en volume sont en sensible diminution (-15%) en raison d'un planning des enlèvements moins favorables et, dans une moindre mesure, de la baisse des productions. Le prix moyen des ventes des deux qualités de brut Mandji et Rabi Light est de 73,5 \$/b contre 48,0 \$/b au premier semestre 2009.

Les travaux et services rendus diminuent de 21 M\$ principalement en raison de la baisse des recettes de transport (fin de contrat avec Addax).

- **Production immobilisée**

La production immobilisée s'élève à 152 M\$ dont 21 M\$ relatifs à des travaux d'exploration et 131 M\$ à des travaux de développement, légèrement sous les 157 M\$ du premier semestre 2009.

Les travaux d'exploration concernent principalement le permis de Diaba.

Les travaux de développement concernent principalement la poursuite des travaux sur le re-développement du champ d'Anguille et les forages d'Atora (10 et 11).

L'excédent brut d'exploitation est de 418 M\$, en hausse de 135 M\$ par rapport au premier semestre 2009, soit +47%.

Le résultat d'exploitation s'élève à 110 M\$, en hausse de 3 M\$ par rapport au premier semestre 2009, l'augmentation de l'excédent brut d'exploitation étant presque entièrement compensée par la croissance des dotations aux amortissements et aux provisions.

Activité financière

Les charges financières comprennent principalement les charges et commissions bancaires relatives à l'accord de financement signé le 9 avril 2008. L'intégralité du montant emprunté a été remboursé le 31 mars et la ligne de crédit réduite de 600 M\$ à environ 380 M\$ le 17 juin 2010. Une perte de change de 6 M\$ a été constatée à fin juin.

Les produits financiers proviennent principalement des intérêts générés par les comptes séquestres relatifs aux provisions pour remise en état des sites.

Le solde des opérations financières se traduit par une charge de 9 M\$.

Impôts

Le montant de l'impôt sur les sociétés s'élève à 12 M\$, en baisse de 23 M\$ par rapport au premier semestre 2008, soit -66%. Cette baisse résulte principalement de l'effet de l'application des dispositions fiscales dérogatoires de l'Avenant 31 à la Convention d'établissement.



TOTAL GABON

Total Gabon
Société Anonyme avec Conseil d'administration
au Capital de 78 500 000 dollars US
réparti en 4 500 000 actions de 17 dollars US
Siège Social: Boulevard Hourcq – B.P. 525
Port-Gentil (République Gabonaise)
RCCM Port-Gentil 2000 B 00011

www.total-gabon.com